

[Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message, cliquez ici](#)

Communiqué de presse



21 avril 2011

Prime obligatoire : une mesure néfaste

Comme le gouvernement et comme les syndicats, le Medef estime que le pouvoir d'achat de l'ensemble des Français - et pas seulement des salariés -, progresse peu. Le Medef juge que la raison en est la faiblesse de notre croissance économique ainsi que son irrégularité : seule une politique économique cohérente favorisant la compétitivité apportera une réponse durable et satisfaisante.

En septembre 2009, le Medef a proposé d'ouvrir une délibération sociale sur la modernisation du dialogue social et elle a été depuis transformée en négociation avec les syndicats. La question de la valeur ajoutée a été mise au cœur de ces discussions. Les débats afférents aux retraites ont ralenti l'avancée des travaux, mais ne les ont pas interrompus. Une séance importante est prévue de longue date, mardi 26 avril 2011, la semaine prochaine. Le Medef demande au gouvernement de respecter le dialogue social national et son agenda. Et ce d'autant que le dialogue interprofessionnel s'est avéré particulièrement fructueux ces derniers mois (accords signés sur les retraites complémentaires, l'assurance chômage et l'emploi des jeunes).

Le Medef s'inquiète de la décision de créer une prime obligatoire car un tel dispositif risque de laisser entendre que les dirigeants et les DRH des entreprises ne se comportent pas de manière responsable et équitable, et ne mènent pas de véritables politiques de l'emploi et des salaires. De plus, elle néglige les deux grands mécanismes d'association à la performance des entreprises, l'intéressement et la participation, et modifie les règles du jeu pour l'année 2011 alors que les NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) viennent de s'achever et que les budgets ont été arrêtés. Par ailleurs, elle méconnaît les besoins en capitaux des PME et des ETI et pourrait fragiliser le capitalisme familial et patrimonial, pourtant gage de stabilité économique.

Le Medef attire l'attention sur les effets contre-productifs d'une ingérence de l'Etat dans le paritarisme comme dans la conduite de l'entreprise. Il souhaite qu'au contraire soient promues l'attractivité et la compétitivité via le dialogue entre partenaires sociaux.

Contact : Service de presse - 01 53 59 17 32 - presse@medef.fr